

RECENSEMENT PERMANENT DE LA POPULATION ET DES HABITATIONS

Prot.n.2260369/19
02/09/2019

Chère Madame, Cher Monsieur,

À partir du mois d'octobre aura lieu le Recensement permanent de la population et des habitations, réalisé par l'ISTAT – Institut National de Statistique. Depuis 2018, le Recensement est organisé de manière différente : y participent chaque année des groupes de citoyens choisis de manière aléatoire parmi les familles résidentes dans les Communes faisant partie de l'échantillon.

Le relevé qui concerne votre famille sera effectuée du **10 octobre au 13 novembre 2019**.

Les données collectées serviront à connaître les principales caractéristiques sociales et démographiques de la population de notre pays, le nombre d'habitations et les caractéristiques de celles qui sont effectivement habitées. Votre collaboration et celle de votre famille est très importante pour obtenir les informations qui nous seront utiles pour décrire la vie des familles et des individus.

Le relevé est prévu par le Règlement européen n° 763/2008 et est inséré dans le Programme statistique national (IST-02493). L'ISTAT est tenu par la loi d'effectuer ce relevé et vous et votre famille êtes obligés d'y participer en fournissant les données demandées.

Les informations collectées seront traitées dans le respect de la législation en matière de protection du secret statistique et de protection des données personnelles (voir les sections « Traitement des données » et « Obligation de réponse et sanction » au dos de la lettre).

Les résultats du Recensement seront diffusés sous forme agrégée et, par conséquent, il ne sera pas possible de remonter aux individus auxquels les données font référence.

Pour la bonne réussite du relevé et surtout pour enrichir le patrimoine d'informations utiles pour la collectivité, votre collaboration est fondamentale.

Nous vous remercions d'avance pour votre contribution.

Gentile Signora, Gentile Signore,

a partire dal mese di ottobre si svolge il Censimento permanente della popolazione e delle abitazioni, realizzato dall'Istat – Istituto Nazionale di Statistica. Dal 2018 il Censimento è organizzato in modo diverso dal passato: ogni anno partecipano gruppi di cittadini individuati con criterio casuale tra le famiglie residenti nei Comuni che fanno parte del campione.

La rilevazione che coinvolge la sua famiglia sarà effettuata dal **10 ottobre al 13 novembre 2019**.

I dati richiesti serviranno per conoscere le principali caratteristiche sociali e demografiche della popolazione del nostro Paese, il numero delle abitazioni e le caratteristiche di quelle che sono effettivamente abitate. La collaborazione sua e dei suoi familiari è molto importante per ottenere informazioni che descrivano la vita delle famiglie e degli individui.

La rilevazione è prevista dal Regolamento europeo n. 763/2008 ed è inserita nel Programma statistico nazionale (IST-02493). L'Istat è tenuto per legge a svolgere questa rilevazione e lei e la sua famiglia siete obbligati a partecipare fornendo i dati richiesti.

Le informazioni raccolte saranno trattate nel rispetto della normativa in materia di tutela del segreto statistico e di protezione dei dati personali (può vedere le sezioni "Trattamento dei dati" e "Obbligo di risposta e sanzioni" nel retro della lettera).

I risultati del Censimento saranno diffusi in forma aggregata e pertanto non sarà possibile risalire ai soggetti cui si riferiscono i dati.

Per la buona riuscita della rilevazione e soprattutto per arricchire il patrimonio di dati statistici utili alla collettività, sarà fondamentale la piena collaborazione della sua famiglia.

Grazie per il contributo che vorrete dare.

F.to Gian Carlo Blangiardo



INSTRUCTIONS POUR RÉPONDRE AU QUESTIONNAIRE

Le relevé aura lieu du **10 OCTOBRE AU 13 NOVEMBRE 2019**.

Un agent recenseur municipal viendra à votre domicile muni d'une tablette et d'un badge de reconnaissance pour effectuer l'entretien. Ou bien, après avoir fourni à l'agent recenseur vos informations personnelles, votre famille pourra décider de remplir le questionnaire de manière autonome en utilisant la tablette de l'agent recenseur, ou encore, vous pourrez vous rendre auprès des Centres communaux de recensement (CCR), actifs pendant toute la période du recensement, pour remplir le questionnaire de manière autonome ou dans le cadre d'un entretien effectué par un agent recenseur communal.

ISTRUZIONI PER RISPONDERE AL QUESTIONARIO

La rilevazione sarà effettuata dal **10 OTTOBRE AL 13 NOVEMBRE 2019**.

Un rilevatore comunale verrà presso il suo domicilio munito di tablet e tesserino di riconoscimento per effettuare l'intervista. In alternativa, dopo aver rilasciato al rilevatore alcune informazioni anagrafiche, la sua famiglia potrà decidere di compilare autonomamente il questionario utilizzando il tablet del rilevatore, oppure potrà recarsi presso i Centri Comunali di Rilevazione (CCR), attivi per tutto il periodo, dove potrà compilare il questionario autonomamente o tramite intervista condotta da un operatore comunale.



INFORMATION ET AIDE

- Contacter le **numéro vert ISTAT 800.188.802**, actif tous les jours du 1^{er} octobre au 20 décembre, de 9h à 21h
- Écrire à l'adresse de courrier électronique **censimentipermanenti.popolazioneareale@istat.it**
- Consulter le site ISTAT à l'adresse **<https://www.istat.it/it/censimenti-permanenti/popolazione-e-abitazioni>**

ISTRUZIONI E SUPPORTO

- Contattare il **Numero Verde Istat 800.188.802**, attivo tutti i giorni dal 1° ottobre al 20 dicembre, dalle ore 9.00 alle ore 21.00
- Scrivere all'indirizzo di posta elettronica **censimentipermanenti.popolazioneareale@istat.it**
- Consultare il sito dell'Istat all'indirizzo **<https://www.istat.it/it/censimenti-permanenti/popolazione-e-abitazioni>**

Traitement des données

- Les informations collectées, protégées par le secret statistique (art. 9 du décret législatif n° 322/1989) et soumises à la législation en matière de protection des données personnelles (Règlement (UE) 2016/679, décret législatif n° 196/2003 et décret législatif n°101/2018), pourront être utilisées, y compris pour des traitements successifs, par des entités du Système statistique national, exclusivement à des fins statistiques. Ces mêmes données pourront aussi être communiquées à la Commission européenne (EUROSTAT), ainsi qu'être communiquées à des fins de recherche scientifique, aux conditions et selon les modalités prévues par l'art. 5 ter du décret législatif n° 33/2013 et par le Règlement (UE), n° 557/2013. Les données sont conservées par l'ISTAT sous format personnel au terme du relevé, car elles seront nécessaires pour d'ultérieurs traitements statistiques par le titulaire des données.
- Les données seront diffusées sous forme agrégée et, dans tous les cas, selon des modalités ne permettant pas de remonter aux personnes qui les ont fournies ou auxquelles elles font référence, ce qui permet d'assurer une confidentialité maximale.
- Les responsables du traitement statistique des données collectées dans le cadre de la présente enquête sont le Directeur de la Direction centrale pour les statistiques sociales et le recensement de la population et le Directeur de la Direction centrale pour la collecte des données.
- Pour le traitement des données personnelles, en vertu de l'art. 24 du Règlement (UE) 2016/679, le titulaire est l'ISTAT – Institut national de statistique qui, pour les phases de la collecte relevant de ses compétences, a attribué des mandats et des fonctions liés au traitement des données personnelles aux Directeurs centraux indiqués ci-dessus (art. 2- quaterdecies du décret législatif n° 196/2003). Il est possible de s'adresser au directeur de la Direction centrale pour la collecte des données pour connaître les noms des Responsables des données personnelles qui, en vertu de l'art. 28 du Règlement (UE) 2016/679, opèrent pour le compte de l'ISTAT en ce qui concerne la phase de relevé des données et la gestion du numéro vert 800.188.802.
- Pour l'exercice des droits de l'intéressé/e, il est possible d'écrire à l'adresse: responsabileprotezionedati@istat.it. L'exercice des droits précités est garanti conformément au point III du Règlement (UE) 2016/679, sous réserve des dérogations et des limites prévues par l'art. 6-bis du décret législatif n° 322/1989 et par l'art. 11 des Règles déontologiques pour les traitements aux fins statistiques ou de recherche scientifiques effectués dans le cadre du système statistique national. L'intéressé/e a, en outre, le droit de présenter une réclamation au Garant pour la protection des données personnelles ou à toute autre autorité compétente, en vertu de l'art. 77 du Règlement (UE) 2016/679.
- La note d'information détaillée sur les traitements des données personnelles effectués peut être consultée à l'adresse <https://www.istat.it/it/censimenti-permanenti/popolazione-e-abitazioni/normativa-e-privacy>

Obligation de réponse et sanctions

- Le présent relevé est inséré dans le Programme statistique national 2017-2019-Mise à jour 2018-2019 (IST-02493), approuvé par le Décret du Président de la République du 20 mai 2019. Le programme statistique national en vigueur peut être consulté sur le site internet de l'ISTAT à l'adresse: <https://www.istat.it/it/organizzazione-e-attività/organizzazione/normativa>.
- L'obligation de réponse pour ce relevé est prévue par l'art. 7 du décret législatif n° 322/1989, par le Décret du Président de la République du 20 mai 2019 portant approbation du Programme statistique national 2017-2019 – Mise à jour 2018-2019 et de la liste, annexée, des enquêtes comportant l'obligation de réponse pour les particuliers; la violation de cette obligation sera sanctionnée conformément aux art. 7 et 11 du décret législatif n° 322/1989 et dudit Décret du Président de la République du 20 mai 2019 (annexe « Liste des travaux (SDI et SDA) compris dans le PSN 2017-2019 – Mise à jour 2018-2019, selon lesquels le fait de ne pas fournir les données requises constitue une violation de l'obligation de réponse»). Les listes des enquêtes auxquelles les particuliers sont tenus de répondre et de celles qui prévoient, en cas de violation de cette obligation, l'application d'une sanction administrative peuvent être consultées sur le site internet de l'ISTAT à la page <https://www.istat.it/it/organizzazione-e-attività/organizzazione/normativa>.

Trattamento dei dati

- Le informazioni raccolte, tutelate dal segreto statistico (art. 9 d.lgs. n. 322/1989) e sottoposte alla normativa in materia di protezione dei dati personali (Regolamento (UE) 2016/679, d.lgs. n. 196/2003 e d.lgs. n. 101/2018), potranno essere utilizzate, anche per successivi trattamenti, dai soggetti del Sistema statistico nazionale, esclusivamente per fini statistici. I medesimi dati potranno, inoltre, essere comunicati alla Commissione europea (EUROSTAT), nonché essere comunicati per finalità di ricerca scientifica alle condizioni e secondo le modalità previste dall'art. 5 ter del d.lgs. n. 33/2013 e dal Regolamento (UE) n. 557/2013. I dati sono conservati dall'Istat in forma personale al termine della rilevazione perché necessari per ulteriori trattamenti statistici del titolare.
- I dati saranno diffusi in forma aggregata e comunque secondo modalità che non rendano possibile risalire alle persone che li forniscono o cui si riferiscono, assicurando così la massima riservatezza.
- I responsabili del trattamento statistico dei dati raccolti nell'ambito della presente indagine sono il Direttore della Direzione centrale per le statistiche sociali e il censimento della popolazione e il Direttore della Direzione centrale per la raccolta dati.
- Per il trattamento dei dati personali, ai sensi dell'art. 24 del Regolamento (UE) 2016/679, il titolare è l'Istat - Istituto nazionale di statistica che, per le fasi della rilevazione di rispettiva competenza, ha attribuito specifici compiti e funzioni connessi al trattamento dei dati personali ai Direttori centrali sopra indicati (art. 2-quaterdecies d.lgs. n. 196/2003). Al Direttore della Direzione centrale per la raccolta dati è possibile rivolgersi per conoscere i nominativi dei Responsabili del trattamento che, ai sensi dell'art. 28 del medesimo Regolamento (UE) 2016/679, effettuano il trattamento dei dati personali per conto dell'Istat relativamente alla fase della raccolta dei dati e alla gestione del numero verde 800.188.802.
- Per l'esercizio dei diritti dell'interessato è possibile scrivere all'indirizzo: responsabileprotezionedati@istat.it. L'esercizio dei predetti diritti sarà garantito in conformità a quanto previsto al capo III del Regolamento (UE) 2016/679, ferme restando le deroghe e i limiti previsti dall'art. 6-bis del decreto legislativo n. 322/1989 e dall'art. 11 delle "Regole deontologiche per i trattamenti a fini statistici o di ricerca scientifica" effettuati nell'ambito del Sistema statistico nazionale. L'interessato ha, inoltre, il diritto di presentare reclamo al Garante per la protezione dei dati personali o altra autorità di controllo competente, ai sensi dell'art. 77 del Regolamento (UE) 2016/679.
- L'informativa dettagliata sui trattamenti dei dati personali effettuati è consultabile all'indirizzo <https://www.istat.it/it/censimenti-permanenti/popolazione-e-abitazioni/normativa-e-privacy>.

Obbligo di risposta e sanzioni

- La presente rilevazione è inserita nel Programma statistico nazionale 2017-2019 - Aggiornamento 2018-2019 (IST-02493), approvato con DPR 20 maggio 2019. Il Programma statistico nazionale in vigore è consultabile sul sito internet dell'Istat all'indirizzo: <https://www.istat.it/it/organizzazione-e-attività/organizzazione/normativa>.
- L'obbligo di risposta per questa rilevazione è sancito dall'art.7 del decreto legislativo n. 322/1989, dal DPR 20 maggio 2019 di approvazione del Programma statistico nazionale 2017-2019 – Aggiornamento 2018-2019 e dell'allegato elenco delle indagini che comportano l'obbligo di risposta per i privati; la violazione di tale obbligo sarà sanzionata ai sensi degli artt. 7 e 11 del decreto legislativo n. 322/1989 e del medesimo DPR 20 maggio 2019 (allegato "Elenco dei lavori (Sdi e Sda) compresi nel Psn 2017-2019 – Aggiornamento 2018-2019 per i quali la mancata fornitura dei dati configura violazione dell'obbligo di risposta"). Gli elenchi delle indagini con l'obbligo di risposta per i soggetti privati e di quelle per le quali, in caso di violazione dell'obbligo, è prevista l'applicazione della sanzione amministrativa è consultabile sul sito internet dell'Istat alla pagina <https://www.istat.it/it/organizzazione-e-attività/organizzazione/normativa>.

- Veuillez noter que, passée la date limite pour effectuer l'entretien, fixée au 13 novembre 2019, notre Institut déclenchera la procédure de constatation et signalera toute violation, en vertu de l'art. 7 du décret législatif n° 322/1989 aux fins de l'application de la sanction administrative pécuniaire, conformément à la réglementation en matière statistique citée ci-dessus (articles 7 et 11 du décret législatif n° 322/1989, Décret du Président de la République du 20 mai 2019 portant approbation du PSN 2017-2019 – Mise à jour 2018-2019) et de contentieux administratif.

Références réglementaires

- Norme Européenne : Règlement (CE) du 9 juillet 2008 n° 763/2008 du Parlement européen et du Conseil, qui a décidé la réalisation du recensement de la population et des habitations par tous les États membres et en a fixé les modalités de déroulement, en soulignant son caractère obligatoire, et ses trois Règlements d'application : Règlement (CE) n°2017/543 de la Commission du 22 mars 2017 qui a établi les spécifications techniques des variables et leurs classifications ; Règlement (CE) n°2017/712 de la Commission du 20 avril 2017 qui a établi le programme des données et des métadonnées ; Règlement (CE) n°2017/881 de la Commission du 23 mai 2017 qui a établi les modalités et la structure des comptes-rendus sur la qualité et le format technique pour la transmission des données;
- Norme nationale : alinéas 227 à 237 de l'art. 1^{er} de la loi n° 205 du 27 décembre 2017, portant budget prévisionnel de l'État pour l'année budgétaire 2018 et budget pluriannuel sur 3 ans 2018 – 2020, qui a lancé, par un unique acte législatif, le Recensement permanent de la population et des habitations, les Recensements économiques permanents des entreprises, des associations à but non lucratif et des institutions publiques, le 7^e Recensement général de l'agriculture et le Recensement permanent de l'agriculture, en réglementant les principaux aspects et effets juridiques de ceux-ci. Le Recensement permanent de la population et des habitations a notamment été élaboré en vertu de l'art. 3 du décret-loi n° 179 du 18 octobre 2012, converti avec des modifications en la loi n° 221 du 17 décembre 2012, et du D.P.C.M. (Décret du Président du Conseil des Ministres) du 12 mai 2016 en matière de Recensement de la population et Archives nationales des numéros civiques et des voies urbaines (ANNCSU), par lequel les délais de réalisation du Recensement permanent ont été fixés.
- Décret législatif n° 322 du 6 septembre 1989 portant normes sur le système statistique national et sur la réorganisation de l'Institut national de statistique - art. 6 (mission des services de statistique), art. 6-bis (traitement des données personnelles), art. 7 (obligation de fournir des données statistiques), art. 8 (secret professionnel des employés des services statistiques), art. 9 (dispositions pour la protection du secret statistique), art. 11 (sanctions administratives), art. 13 (programme statistique national);
- Décret du Président de la République n° 166 du 7 septembre 2010, portant règlement de réorganisation de l'Institut national de statistique ;
- Règlement (UE) 2016/679 du Parlement européen et du Conseil, du 27 avril 2016, relatif à la protection des personnes physiques en ce qui concerne le traitement des données personnelles, ainsi qu'à la libre circulation de ces données et abrogeant la directive 95/46/CE (Règlement général sur la protection des données) ;
- Décret législatif n° 196 du 30 juin 2003, portant Code en matière de protection des données personnelles ;
- Décret législatif n° 101 du 10 août 2018 portant dispositions d'adaptation de la réglementation nationale au règlement (UE) 2016/679 du Parlement européen et du Conseil du 27 avril 2016 (Règlement général sur la protection des données) ;
- Règles déontologiques pour les traitements aux fins de statistiques ou de recherche scientifique effectués dans le cadre du système statistique national – Délibération du Garante pour la protection des données personnelles n° 514 du 19 décembre 2018 ;
- Décret législatif n° 33 du 14 mars 2013 portant réorganisation de la législation concernant le droit d'accès civique et les obligations de publicité, de transparence et de diffusion d'information par les Administrations publiques - art. 5 ter (accès à des fins scientifiques aux données élémentaires collectées pour des fins statistiques) ;
- Décret du Président de la République du 20 mai 2019, portant approbation du Programme statistique national 2017-2019-Mise à jour 2018-2019 et de la liste y afférente des relevés avec obligation de réponse pour les organismes privés (Supplément Ordinaire n° 30 de la *Gazzetta Ufficiale* du 16 juin 2019 – série générale – n° 165).

- Si fa pertanto presente che, decorso inutilmente il termine ultimo per effettuare l'intervista, fissato al 13 novembre 2019, questo Istituto attiverà la procedura per l'accertamento e la contestazione delle violazioni dell'art. 7 del decreto legislativo n. 322/1989 al fine dell'applicazione della sanzione amministrativa pecuniaria, secondo quanto previsto dalla normativa in materia statistica sopra citata (artt. 7 e 11 del d.lgs. 322/1989, DPR 20 maggio 2019 di approvazione del PSN 2017-2019 – Aggiornamento 2018-2019) e di illecito amministrativo.

Riferimenti normativi

- Normativa europea: Regolamento (CE) 9 luglio 2008 n. 763/2008 del Parlamento europeo e del Consiglio, che ha disposto l'effettuazione del Censimento della popolazione e delle abitazioni da parte di tutti gli Stati membri e ne ha indicato le modalità di svolgimento, sottolineandone l'obbligatorietà, e i tre Regolamenti di attuazione: Regolamento (CE) n. 2017/543 della Commissione del 22 Marzo 2017 che ha stabilito le specifiche tecniche delle variabili e delle loro classificazioni; Regolamento (CE) n. 2017/712 della Commissione del 20 Aprile 2017 che ha stabilito il programma dei dati e dei metadati; Regolamento (CE) n. 2017/881 della Commissione del 23 Maggio 2017 che ha stabilito le modalità e la struttura dei report sulla qualità e il formato tecnico per la trasmissione dei dati;
- Normativa nazionale: art. 1 commi da 227 a 237 della legge 27 dicembre 2017, n. 205 recante il Bilancio di previsione dello Stato per l'anno finanziario 2018 e Bilancio pluriennale per il triennio 2018-2020, che ha indetto, con un unico atto legislativo, il Censimento permanente della popolazione e delle abitazioni, i Censimenti economici permanenti delle imprese, delle istituzioni non profit e delle istituzioni pubbliche, il 7^o Censimento generale dell'agricoltura e il Censimento permanente dell'agricoltura, regolamentandone i principali profili ed effetti giuridici. In particolare, il Censimento permanente della popolazione e delle abitazioni è stato indetto ai sensi dell'art. 3 del decreto legge 18 ottobre 2012 n. 179, convertito con modificazioni in legge n. 221 del 17 dicembre 2012, e del D.P.C.M. 12 maggio 2016 in materia di Censimento della popolazione e Archivio nazionale dei numeri civici e delle strade urbane (ANNCSU), con il quale sono stati fissati i tempi di realizzazione del medesimo Censimento permanente;
- Decreto legislativo 6 settembre 1989, n. 322, "Norme sul Sistema statistico nazionale e sulla riorganizzazione dell'Istituto nazionale di statistica" – art. 6 (compiti degli uffici di statistica), art. 6-bis (trattamenti di dati personali), art. 7 (obbligo di fornire dati statistici), art. 8 (segreto d'ufficio degli addetti agli uffici di statistica), art. 9 (disposizioni per la tutela del segreto statistico), art. 11 (sanzioni amministrative), art. 13 (Programma statistico nazionale);
- Decreto del Presidente della Repubblica 7 settembre 2010, n. 166, "Regolamento recante il riordino dell'Istituto nazionale di statistica";
- Regolamento (UE) 2016/679 del Parlamento europeo e del Consiglio, del 27 aprile 2016, relativo alla protezione delle persone fisiche con riguardo al trattamento dei dati personali, nonché alla libera circolazione di tali dati e che abroga la direttiva 95/46/CE (Regolamento generale sulla protezione dei dati);
- Decreto legislativo 30 giugno 2003, n. 196, "Codice in materia di protezione dei dati personali";
- Decreto legislativo 10 agosto 2018, n. 101 "Disposizioni per l'adeguamento della normativa nazionale alle disposizioni del regolamento (UE) 2016/679 del Parlamento europeo e del Consiglio", del 27 aprile 2016 (Regolamento generale sulla protezione dei dati);
- Regole deontologiche per trattamenti a fini statistici o di ricerca scientifica effettuati nell'ambito del Sistema statistico nazionale - Delibera del Garante per la Protezione dei dati personali n. 514 del 19 dicembre 2018;
- Decreto legislativo 14 marzo 2013 n. 33 "Riordino della disciplina riguardante il diritto di accesso civico e gli obblighi di pubblicità, trasparenza e diffusione di informazioni da parte di Pubbliche Amministrazioni" - art. 5 ter (accesso per fini scientifici ai dati elementari raccolti per finalità statistiche);
- Decreto del Presidente della Repubblica 20 maggio 2019, di approvazione del Programma statistico nazionale 2017-2019– Aggiornamento 2018-2019 e del collegato elenco delle rilevazioni con obbligo di risposta per i soggetti privati (S.O. n. 30 alla *Gazzetta Ufficiale* 16 luglio 2019 - serie generale - n.165).